

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 31 mai 1999, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant exécution des articles 12, 15, 17, 22 et 29 de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité", a donné le 12 juillet 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 31 mei 1999 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de artikelen 12, 15, 17, 22 en 29 van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen", heeft op 12 juli 1999 het volgende advies gegeven :

Observations générales

1. Comme il a déjà été souligné dans les avis n^{os} L. 29.162/2 et L. 29.318/2, le texte en projet exécute également certaines dispositions de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité.

Il serait préférable que l'ensemble de ces projets soient groupés en un seul arrêté royal et ce afin, d'une part, de préserver une certaine cohérence à l'ensemble de ces textes et, d'autre part, d'éviter une multiplication inutile des textes réglementaires.

2. Ce regroupement est d'autant plus nécessaire, que le projet examiné traite de questions différentes, ce qui engendre la confusion. A titre d'exemple, l'autorité de sécurité visée sous le chapitre II, article 4, peut être différente de celle qui est visée à l'article 9, point 3, parce que les textes visent des habilitations différentes.

3. A l'occasion de la rédaction de cet arrêté royal groupant l'ensemble des matières, il y aura lieu de tenir compte des aspects suivants :

a) L'"Autorité nationale de sécurité", visée à l'article 4 du projet et qui existe déjà actuellement, est uniquement compétente pour délivrer et retirer des habilitations de sécurité en application de traités internationaux ou d'accords internationaux liant la Belgique.

.../...

Elle n'est, dès lors, pas compétente pour délivrer ou retirer des habilitations de sécurité qui seraient exigées en vertu de dispositions de droit interne.

Selon le fonctionnaire délégué, ce sont principalement des conventions internationales qui imposent un tel régime d'habilitations de sécurité.

Toutefois, parmi les intérêts qui justifient une protection particulière, mettant en oeuvre le régime des habilitations de sécurité, l'article 12, alinéa 1er, de la loi du 11 décembre 1998, précitée, distingue ceux qui peuvent être communs à plusieurs Etats et ceux qui sont propres à l'Etat belge. Ainsi, pour ce qui concerne cette dernière catégorie, il est notamment question de l'intégrité du territoire national, de la sûreté intérieure de l'Etat, du potentiel scientifique ou économique du pays, du fonctionnement des organes décisionnels de l'Etat ...

Pour la protection de ces intérêts-là, la Belgique n'a nullement besoin de traités internationaux pour pouvoir organiser un régime d'habilitations de sécurité.

En conséquence, l'auteur du projet n'exécute que partiellement la loi du 11 décembre 1998, précitée, ce qui ne semble pas être conforme à la volonté du législateur qui a expressément prévu à l'article 15 de la même loi, la possibilité pour le Roi de désigner la ou les autorités collégiales compétentes pour délivrer ou retirer les habilitations de sécurité.

.../...

Enfin, par rapport à l'article 1er du projet, il est également permis de s'interroger sur le point de savoir si la demande d'habilitation de sécurité sera, dans cette hypothèse, de la compétence de l'"Autorité nationale de sécurité", le régime de l'habilitation de sécurité étant rendu nécessaire par la législation d'un Etat étranger et pas nécessairement par un traité international.

b) Quant aux personnes visées à l'article 6 du projet, le fonctionnaire délégué a indiqué quelles sont les "autorités collégiales" distinctes de l'"Autorité nationale de sécurité".

Ces dispositions du projet doivent être clarifiées sur ces différents points.

Observations particulières

Dispositif

Chapitre Ier

L'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Chapitre Ier. Des habilitations en vue d'un accès à l'étranger".

.../...

Article 1er

Cette disposition du projet entend exécuter l'article 12, alinéa 2, de la loi du 11 décembre 1998, précitée.

En vertu de cette disposition légale, le Roi est habilité à déterminer les cas dans lesquels la loi est également applicable aux habilitations de sécurité demandées par des personnes morales ou physiques qui souhaitent obtenir une habilitation de sécurité en vue d'accéder à l'étranger à des informations, documents ou données, à des matériels, matériaux ou matières classifiés, à des locaux, des bâtiments ou des sites, dont l'accès est réservé au titulaire d'une habilitation de sécurité.

L'article 1er en projet manque cependant de clarté.

Il est proposé de rédiger cette disposition de la manière suivante :

"Article La personne morale ou physique qui souhaite, dans un but scientifique, industriel ou économique, avoir accès à des informations, documents ou données, à des matériels, matériaux ou matières classifiés, à des locaux, des bâtiments ou des sites, situés à l'étranger et dont l'accès est réservé au titulaire d'une habilitation de sécurité, doit introduire une demande motivée d'obtention d'une habilitation de sécurité auprès de l'autorité collégiale compétente en apportant la preuve écrite que les autorités étrangères compétentes ont autorisé préalablement cet accès.".

.../...

Article 2

Il est également proposé une nouvelle rédaction de la disposition en projet.

"Art. L'habilitation de sécurité délivrée conformément à l'article 1er concerne exclusivement l'accès aux lieux où sont situés des organismes publics étrangers, en ce compris des installations militaires, des entreprises étrangères ou des institutions étrangères d'enseignement supérieur."

Article 3

Cette disposition doit être omise. Il est, en effet, évident que l'accès aux documents détenus par des personnes morales étrangères doit être réglé conformément à la législation de l'Etat où ces personnes morales sont établies.

Articles 4 et 6

Ces dispositions doivent être mises en rapport avec les articles 5, § 1er, 8ème tiret, et 9, alinéa 1er, du projet d'arrêté (n° L. 29.162/2) portant exécution des articles 6, 7 et 8 de la loi du 11 décembre 1998 précitée.

Il y est, en effet, question de "l'Autorité nationale de sécurité".

.../...

L'article 4 en projet détermine la composition de l'autorité collégiale

"... qui est compétente pour délivrer ou retirer les habilitations de sécurité en application des traités internationaux et des accords qui lient la Belgique ...".

Il ressort des explications du fonctionnaire délégué que l'autorité collégiale ainsi visée est en réalité l'"Autorité nationale de sécurité" prévue dans le projet d'arrêté qui a fait l'objet de l'avis n° L. 29.162/2.

Cette précision doit clairement apparaître dans l'intitulé du chapitre et dans l'article 4 en projet.

Articles 7 et 8

1. Les articles 7 et 8 du projet renvoient aux annexes. Dans ces annexes, se trouve une note explicative qui contient des dispositions importantes.

Une telle façon de procéder n'est pas admissible et crée une grave insécurité juridique. Les parties réglementaires des annexes doivent figurer dans le dispositif du projet d'arrêté dans la mesure où elles sont de la compétence du Roi (voir ci-après observation 2).

2. Par ailleurs, la note explicative jointe à l'annexe du projet intitulée "Avertissement", contient des indications qui, soit doivent apparaître dans le dispositif

.../...

en projet, soit ne doivent pas être reproduites comme telles dans l'arrêté en projet.

Il en est tout particulièrement ainsi du point 3, c., qui détermine les différents niveaux des enquêtes de sécurité tant pour la personne directement concernée par l'habilitation de sécurité que pour le partenaire de cette personne voire même des personnes âgées de plus de 18 ans et habitant sous le même toit que l'intéressé.

Or, en vertu de l'article 18, alinéa 5, de la loi du 11 décembre 1998 précitée, il appartient au Comité ministériel du renseignement et de la sécurité de déterminer pour chaque niveau d'habilitation de sécurité l'ampleur de l'enquête de sécurité.

Compte tenu de cette habilitation, il n'appartient pas au Roi de prendre de telles dispositions.

3. Quant au point 3, d., de la note explicative qui fixe certains délais à respecter, ceux-ci doivent être insérés dans le dispositif en projet plutôt que dans une annexe. A cet égard, le Conseil d'Etat s'interroge sur les délais prévus au point (2) qui se différencient de ceux fixés par l'article 9, point 3, du projet.

Une telle façon de faire peut engendrer la plus grande insécurité juridique, ces délais étant d'autant plus importants qu'ils sont déterminants pour la procédure de recours organisée devant le Comité permanent R en vertu de la loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations de sécurité.

.../...

Comme expliqué ci-dessus sous le point 1 les règles essentielles doivent se trouver dans le projet d'arrêté et non dans une note explicative.

4. La même observation vaut pour le point 4 de la note explicative qui prévoit que l'habilitation de sécurité est délivrée pour une période de cinq ans au maximum, mais que cette période peut être raccourcie, le cas échéant,

"... en fonction des éléments recueillis lors de l'enquête ou pour adapter la durée de validité à la période pour laquelle l'habilitation est demandée."

Or, l'article 10 du projet dispose que

"La durée de validité d'une habilitation de sécurité est de cinq ans (au) maximum quel qu'en soit le degré de classification"

et n'énonce aucune possibilité d'aménagement de ce délai.

Article 9

1. Cette disposition manque totalement de clarté.

Compte tenu des explications du fonctionnaire délégué, il est proposé de la rédiger de la manière suivante :

"Art. La personne soumise à une enquête de sécurité dispose, dès leur réception, d'un délai de quinze jours pour

.../...

transmettre à l'officier de sécurité les documents visés aux annexes (...), dûment complétés.

L'officier de sécurité, en possession des documents complétés, dispose d'un délai de quinze jours pour transmettre ceux-ci à l'autorité de sécurité.

L'autorité de sécurité communique, dans un délai d'un mois, les documents complétés ainsi que la demande d'enquête de sécurité au service de renseignement et de sécurité.

Le service de renseignement et de sécurité transmet les résultats de son enquête à l'autorité de sécurité, soit dans un délai de deux mois s'il s'agit d'une enquête de sécurité pour le niveau d'habilitation de sécurité "Confidentiel", soit dans un délai de trois mois s'il s'agit d'une enquête de sécurité pour le niveau d'habilitation de sécurité "Secret", soit dans un délai de six mois s'il s'agit d'une enquête de sécurité pour le niveau d'habilitation de sécurité "Très secret".

Ces délais peuvent être prorogés de trois mois au maximum lorsque le service de renseignement et de sécurité doit recueillir des informations à l'étranger.

Dès la réception des résultats de l'enquête de sécurité, l'autorité de sécurité en informe la personne concernée par l'habilitation de sécurité.

.../...

A partir de ce moment, l'autorité de sécurité dispose d'un délai de deux mois pour statuer sur la demande d'habilitation de sécurité.

La décision de l'autorité de sécurité est notifiée à la personne ayant fait l'objet de l'enquête de sécurité par l'officier de sécurité dans un délai de quinze jours."

2. Selon le fonctionnaire délégué, l'autorité de sécurité ne pourra s'abstenir de prendre une décision que lorsqu'elle sera en possession des résultats de l'enquête de sécurité.

En effet, aux termes de l'article 9 du projet d'arrêté qui a fait l'objet de l'avis n° L. 29.162/2, toute demande d'habilitation de sécurité doit être adressée à l'autorité nationale de sécurité, par l'intermédiaire de l'officier de sécurité.

Selon le fonctionnaire délégué, l'autorité nationale de sécurité apprécie, à ce stade de la procédure, si la demande est recevable en droit.

Si elle décide que tel est le cas, elle charge alors l'officier de sécurité de transmettre à la personne concernée les documents visés dans les annexes du présent projet.

Cette première sélection des demandes implique, selon le fonctionnaire délégué, que l'autorité de sécurité ne pourra plus empêcher la procédure d'enquête de sécurité

.../...

même si, au vu des documents complétés, elle devait s'apercevoir que la demande n'est pas fondée.

Si, au contraire, elle juge que la demande n'est pas recevable, la personne qui a introduit la demande en est informée par l'officier de sécurité.

Selon le fonctionnaire délégué, il n'est pas possible pour cette personne, à ce stade de la procédure, d'introduire auprès de l'organe de recours, un recours contre cette décision d'irrecevabilité de la demande ou contre l'abstention de l'autorité de sécurité de se prononcer sur cette demande, ces hypothèses n'étant pas prévues par l'article 4 de la loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations de sécurité.

En ayant recours au concept d'irrecevabilité, le fonctionnaire délégué ajoute une catégorie de décisions à celles prévues dans la loi. En réalité, la décision d'irrecevabilité est une décision de refus - le cas échéant implicite - et, dès lors, le projet d'arrêté doit organiser la procédure de recours pour cette hypothèse.

Article 10

Outre l'observation déjà formulée sous les articles 7 et 8 à propos de la durée de validité de l'habilitation de sécurité, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison ce délai de cinq ans commence à courir au moment où le service de renseignement et de sécurité

.../...

communiqué les résultats de son enquête à l'autorité de sécurité, soit à un moment où l'autorité de sécurité n'aura pas encore statué sur la demande d'octroi d'une habilitation de sécurité.

Article 11

Cette disposition tend à aménager un régime transitoire pour les habilitations de sécurité qui ont été délivrées antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité.

Or, le Roi n'a pas été habilité par le législateur à prendre une telle disposition.

La loi du 11 décembre 1998, précitée, doit en réalité elle-même régler cette question.

La disposition doit, en conséquence, être omise.

Algemene opmerkingen

1. Zoals in de adviezen L. 29.162/2 en L. 29.318/2 reeds is opgemerkt, verleent ook de ontworpen regeling uitvoering aan sommige bepalingen van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen.

Het zou verkieslijk zijn dat al die ontwerpen tot één enkel koninklijk besluit worden samengevoegd, zodat enerzijds al die bepalingen enigszins coherent blijven en zodat anderzijds een nodeloze toename van verordenende teksten kan worden voorkomen.

2. Die samenvoeging is des te noodzakelijker daar het onderzochte ontwerp betrekking heeft op verschillende zaken, wat verwarring doet ontstaan. Zo kan bijvoorbeeld de veiligheidsoverheid genoemd in hoofdstuk II, artikel 4, een andere overheid zijn dan die genoemd in artikel 9, punt 3, aangezien de bepalingen betrekking hebben op verschillende bevoegdheden.

3. Bij het opstellen van dit koninklijk besluit waarin alle aangelegenheden worden gegroepeerd, moeten de volgende aspecten in aanmerking worden genomen :

a) De nationale "veiligheidsoverheid", bedoeld in artikel 4 van het ontwerp en die thans al bestaat, is uitsluitend bevoegd om veiligheidsmachtigingen af te geven of in te trekken ter uitvoering van internationale verdragen of overeenkomsten die bindend zijn voor België.

.../...

Ze is dus niet bevoegd om veiligheidsmachtigingen af te geven of in te trekken die krachtens bepalingen van intern recht zouden worden afgedwongen.

Volgens de gemachtigde ambtenaar wordt zulk een regeling van veiligheidsmachtigingen voornamelijk bij internationale overeenkomsten voorgeschreven.

Bij de belangen die bijzondere bescherming rechtvaardigen en waarop de regeling van de veiligheidsmachtigingen wordt toegepast, wordt in artikel 12, eerste lid, van de voornoemde wet van 11 december 1998 evenwel een onderscheid gemaakt tussen de belangen die verscheidene staten gemeen kunnen hebben en de belangen die alleen voor de Belgische Staat gelden. Tot die laatste categorie behoren inzonderheid de onschendbaarheid van het nationaal grondgebied, de inwendige veiligheid van de Staat, het wetenschappelijk of economisch potentieel van het land, de werking van de besluitvormingsorganen van de Staat ...

Voor de bescherming van die belangen heeft België geenszins internationale verdragen nodig om een regeling van veiligheidsmachtigingen te kunnen invoeren.

Bijgevolg voert de steller van het ontwerp de voornoemde wet van 11 december 1998 slechts gedeeltelijk uit, wat niet in overeenstemming lijkt met de wil van de wetgever die in artikel 15 van dezelfde wet uitdrukkelijk heeft bepaald dat de Koning de collegiale overheid of overheden aanwijst die bevoegd is of zijn de veiligheidsmachtigingen af te geven of in te trekken.

.../...

Tot slot rijst bij artikel 1 van het ontwerp tevens de vraag of de aanvragen om een veiligheidsmachtiging in dat geval onder de bevoegdheid vallen van de "nationale veiligheidsoverheid", aangezien de regeling van de veiligheidsmachtigingen wordt opgelegd door de wetgeving van een buitenlandse Staat en niet noodzakelijk door een internationaal verdrag.

b) Wat de personen vermeld in artikel 6 van het ontwerp betreft, heeft de gemachtigde ambtenaar aangegeven welke "collegiale overheden" niet samenvallen met de "nationale veiligheidsoverheid".

Die bepalingen van het ontwerp moeten op die verschillende punten worden verduidelijkt.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Hoofdstuk I

Het zou beter zijn het opschrift als volgt te stellen :

"Hoofdstuk I. Machtigingen met het oog op toegang in het buitenland".

.../...

Artikel 1

Het is de bedoeling dat deze bepaling van het ontwerp uitvoering verleent aan artikel 12, tweede lid, van de voormelde wet van 11 december 1998.

Krachtens deze wetsbepaling kan de Koning bepalen in welke gevallen deze wet eveneens van toepassing is op de veiligheidsmachtigingen die worden gevraagd door rechtspersonen of natuurlijke personen die een veiligheidsmachtiging willen verkrijgen om in het buitenland toegang te krijgen tot geclassificeerde informatie, documenten of gegevens, materieel, materialen of stoffen, tot lokalen, gebouwen of terreinen, waartoe alleen de houder van een veiligheidsmachtiging toegang krijgt.

Het ontworpen artikel 1 is evenwel niet duidelijk genoeg.

Voorgesteld wordt deze bepaling als volgt te stellen :

"Artikel De rechtspersoon of natuurlijke persoon die voor een wetenschappelijk, industrieel of economisch doel toegang wil krijgen tot geclassificeerde informatie, documenten of gegevens, materieel, materialen of stoffen, lokalen, gebouwen of terreinen in het buitenland waartoe alleen de houder van een veiligheidsmachtiging toegang krijgt, moet bij de bevoegde collegiale overheid een met redenen omklede aanvraag om een veiligheidsmachtiging indienen en moet daarbij het schriftelijke bewijs leveren dat de bevoegde buitenlandse overheidsinstanties die toegang vooraf hebben toegestaan."

.../...

Artikel 2

Voorgesteld wordt ook deze bepaling van het ontwerp te herschrijven :

"Art. De overeenkomstig artikel 1 afgegeven veiligheidsmachtiging heeft uitsluitend betrekking op de toegang tot plaatsen waar buitenlandse overheidsinstellingen, met inbegrip van militaire installaties, buitenlandse bedrijven en buitenlandse instellingen voor hoger onderwijs, gevestigd zijn."

Artikel 3

Deze bepaling behoort te vervallen. Het ligt immers voor de hand dat de toegang tot stukken die in handen zijn van buitenlandse rechtspersonen moet worden geregeld in overeenstemming met de wetgeving van de staat waar die rechtspersonen gevestigd zijn.

Artikelen 4 en 6

Deze bepalingen moeten in verband worden gebracht met de artikelen 5, § 1, 8e streepje, en 9, eerste lid, van het ontwerpbesluit (nr. L. 29.162/2) tot uitvoering van de artikelen 6, 7 en 8 van de voornoemde wet van 11 december 1998.

.../...

Daarin is immers sprake van "de nationale veiligheidsoverheid".

Artikel 4 van het ontwerp bepaalt de samenstelling van de collegiale overheid

"... die bevoegd is om de veiligheidsmachtigingen af te geven of in te trekken ter uitvoering van internationale verdragen of overeenkomsten die bindend zijn voor België.".

Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat die collegiale overheid in feite overeenstemt met "de nationale veiligheidsoverheid" die wordt ingesteld bij het ontwerpbesluit dat besproken is in advies L. 29.162/2.

Dat moet duidelijk tot uiting komen in het opschrift van het hoofdstuk en in artikel 4 van het ontwerp.

Artikelen 7 en 8

1. In de artikelen 7 en 8 van het ontwerp wordt naar de bijlagen verwezen. In die bijlagen bevindt zich een verklarende nota met belangrijke bepalingen.

Een dergelijke werkwijze is onaanvaardbaar en creëert grote rechtsonzekerheid. De verordenende gedeelten van de bijlagen moeten in het dispositief van het ontwerpbesluit worden opgenomen, voor zover ze tot de bevoegdheid van de Koning behoren (zie verderop, opmerking 2).

.../...

2. Bovendien bevat de verklarende nota, die als bijlage met als opschrift "Kennisgeving" bij het ontwerp is gevoegd, bepalingen die in het dispositief van het ontwerp moeten komen ofwel niet als zodanig in het ontwerpbesluit mogen worden opgenomen.

Dat geldt inzonderheid voor punt 3, c., waarin de verschillende niveaus van de veiligheidsonderzoeken worden bepaald, zowel voor degene die rechtstreeks bij de veiligheidsmachtiging betrokken is als voor zijn partner, en zelfs voor personen ouder dan 18 jaar die onder hetzelfde dak wonen als belanghebbende.

Krachtens artikel 18, vijfde lid, van de voornoemde wet van 11 december 1998 behoort evenwel het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid voor elk niveau van veiligheidsmachtiging de omvang van het veiligheidsonderzoek te bepalen.

Gelet op die machtiging is de Koning niet bevoegd om zulke bepalingen uit te vaardigen.

3. In punt 3, d., van de verklarende nota worden bepaalde termijnen voorgeschreven. Deze termijnen horen thuis in het dispositief van het ontwerp en niet in een bijlage. In dat verband plaatst de Raad van State vraagtekens bij het feit dat de termijnen in punt (2) verschillen van de termijnen in artikel 9, punt 3, van het ontwerp.

.../...

Een dergelijke werkwijze kan tot zeer grote rechtsonzekerheid leiden, waarbij die termijnen des te belangrijker zijn daar ze doorslaggevend zijn voor wie krachtens de wet van 11 december 1998 tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen beroep wil instellen bij het vast comité I.

Zoals hierboven onder punt 1 is uiteengezet, horen de fundamentele voorschriften in het ontwerpbesluit te staan en niet in een verklarende nota.

4. Dezelfde opmerking geldt voor punt 4 van de verklarende nota waarin staat dat de veiligheidsmachtiging wordt afgegeven voor een periode van ten hoogste vijf jaar, maar dat die periode in voorkomend geval kan worden ingekort

"... in functie van de tijdens het onderzoek bekomen elementen of om de geldigheidsduur aan te passen aan de termijn waarvoor de machtiging wordt gevraagd.".

Artikel 10 van het ontwerp bepaalt evenwel dat

"De geldigheidsduur van een veiligheidsmachtiging (...) maximum vijf jaar bedraagt, ongeacht het classificatieniveau", maar niet dat deze termijn kan worden aangepast.

Artikel 9

1. Deze bepaling is geheel onduidelijk.

.../...

Gelet op de uitleg van de gemachtigde ambtenaar, wordt voorgesteld ze als volgt te stellen :

"Art. ... Zodra de persoon op wie het veiligheidsonderzoek betrekking heeft, de in de bijlagen (...) genoemde stukken heeft ontvangen, heeft hij vijftien dagen de tijd om ze correct ingevuld aan de veiligheidsofficier te bezorgen.

Zodra de veiligheidsofficier de ingevulde stukken heeft ontvangen, heeft hij vijftien dagen de tijd om die over te zenden aan de veiligheidsoverheid.

De veiligheidsoverheid deelt de ingevulde stukken en de aanvraag om een veiligheidsonderzoek binnen een maand mee aan de inlichtingen- en veiligheidsdienst.

De inlichtingen- en veiligheidsdienst bezorgt de resultaten van zijn onderzoek aan de veiligheidsoverheid, hetzij binnen twee maanden als het gaat om een veiligheids-onderzoek voor een veiligheidsmachtiging van het niveau "Vertrouwelijk", hetzij binnen drie maanden als het gaat om een veiligheidsonderzoek voor een veiligheidsmachtiging van het niveau "Geheim", hetzij binnen zes maanden als het gaat om een veiligheidsonderzoek voor een veiligheidsmachtiging van het niveau "Zeer geheim".

Die termijnen kunnen met ten hoogste drie maanden worden verlengd wanneer de inlichtingen- en veiligheidsdienst inlichtingen moet inwinnen in het buitenland.

.../...

Zodra de veiligheidsoverheid de resultaten van het veiligheidsonderzoek ontvangen heeft, deelt ze die mee aan de persoon voor wie de veiligheidsmachtiging bestemd is.

Vanaf dan heeft de veiligheidsoverheid twee maanden de tijd om zich over de aanvraag om een veiligheidsmachtiging uit te spreken.

De veiligheidsofficier brengt de beslissing van de veiligheidsoverheid binnen vijftien dagen ter kennis van de persoon op wie het veiligheidsonderzoek betrekking had."

2. Volgens de gemachtigde ambtenaar zal de veiligheidsoverheid zich pas van een beslissing kunnen onthouden als ze in het bezit is van de resultaten van het veiligheidsonderzoek.

Luidens artikel 9 van het ontwerpbesluit dat in advies L. 29.162/2 is besproken, moeten immers alle aanvragen voor een veiligheidsmachtiging via de veiligheidsofficier aan de nationale veiligheidsoverheid worden gericht.

Volgens de gemachtigde ambtenaar beoordeelt de nationale veiligheidsoverheid in die fase van de procedure of de aanvraag in rechte ontvankelijk is.

Als ze beslist dat zulks het geval is, dan geeft ze de veiligheidsofficier opdracht om betrokkene de stukken genoemd in de bijlagen bij dit besluit toe te zenden.

.../...

Deze eerste selectie van de aanvragen houdt volgens de gemachtigde ambtenaar in dat de veiligheidsoverheid de procedure van het veiligheidsonderzoek niet meer kan verhinderen, zelfs als ze op basis van de ingevulde stukken merkt dat de aanvraag ongegrond is.

Als ze daarentegen oordeelt dat de aanvraag niet-ontvankelijk is, zal de veiligheidsofficier dat meedelen aan de persoon die de aanvraag heeft ingediend.

Volgens de gemachtigde ambtenaar kan die persoon in die fase van de procedure geen beroep bij het beroepsorgaan instellen tegen die niet-ontvankelijkverklaring van de aanvraag of tegen de omstandigheid dat de veiligheidsoverheid zich niet over die aanvraag heeft uitgesproken, aangezien die gevallen niet bepaald worden bij artikel 4 van de wet van 11 december 1998 tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen.

Door met het begrip "niet-ontvankelijkheid" te werken, voegt de gemachtigde ambtenaar een categorie van beslissingen toe aan de categorieën die bij de wet worden bepaald. In werkelijkheid is een niet-ontvankelijkverklaring een - in voorkomend geval impliciete - weigering en moet dus in het ontwerpbesluit worden geregeld welke beroepsprocedure in dat geval van toepassing is.

.../...

Artikel 10

Naast de opmerking die al onder de artikelen 7 en 8 is gemaakt omtrent de geldigheidsduur van de veiligheidsmachtiging, is het de Raad van State niet duidelijk waarom die termijn van vijf jaar ingaat op het ogenblik dat de inlichtingen- en veiligheidsdienst de resultaten van zijn onderzoek meedeelt aan de veiligheidsoverheid, namelijk op een ogenblik dat de veiligheidsoverheid nog geen uitspraak heeft gedaan over de aanvraag om een veiligheidsmachtiging.

Artikel 11

Bij deze bepaling wordt een overgangsregeling ingevoerd voor veiligheidsmachtigingen die vóór de inwerkingtreding van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen zijn afgegeven.

De wetgever heeft de Koning evenwel niet gemachtigd zulk een bepaling uit te vaardigen.

In feite moet die aangelegenheid in de voornoemde wet van 11 december 1998 zelf worden geregeld.

De bepaling behoort dus te vervallen.

La chambre était composée de

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

P. GOTHOT,

J. van COMPERNOLLE,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

De kamer was samengesteld uit

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté
par Mme P. VANDERNACHT, auditeur.
La note du Bureau de coordina-
tion a été rédigée par
Mme F. CARLIER, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht
door Mevr. P. VANDERNACHT,
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld door
Mevr. F. CARLIER, referendaris.

La concordance entre la
version française et la ver-
sion néerlandaise a été véri-
fiée sous le contrôle de
M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS